

CONTRAT DE PARTENARIAT

Entre

MAIF, Société d'Assurance Mutuelle à cotisations variables, régie par le Code des Assurances, dont le siège est situé : 200, avenue Salvador Allende – CS 90000 - 79038 NIORT, représentée par Laurent LOR

Ci-après dénommée "**MAIF**"

Et

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| La structure : | |
| Nom / Dénomination sociale | Ville de Montivilliers |
| Type structure (société, association...) | Collectivité territoriale |
| Numéro d'Immatriculation au RCS <i>si Société ou Entreprise individuelle</i> | |
| Siège Social / Adresse | 1 Place François Mitterrand |
| Représentant légal s'il s'agit d'une personne morale | |
| Numéro de téléphone et site internet le cas échéant | 02 35 30 28 15 www.ville-montivilliers.fr |
| Adresse mail | transition.ecologique@ville-montivilliers.fr |

Ci-après dénommée le "**Partenaire**",

ci-après, dénommées, ensemble, les « **Parties** », et, individuellement, une « **Partie** »,

PREAMBULE

Le contrat (ci-après le « **Contrat** ») est constitué des conditions particulières ci-dessous (ci-après les « **Conditions Particulières** ») et des conditions générales (ci-après les « **Conditions Générales** »).

En cas de contradiction entre une ou plusieurs stipulations figurant dans les Conditions Générales ou les Conditions Particulières, la stipulation figurant dans les Conditions Particulières prévaudra.

Dans le cadre de son projet « Stratégie des Lieux », MAIF a souhaité mettre en avant les produits et activités de certains partenaires, faciliter la mise en relation entre les sociétaires et prospects et les différents partenaires de MAIF, proposer des ateliers, animations, conférences sur différentes thématiques en lien avec les valeurs défendues par MAIF.

Le Partenaire a été choisi pour la qualité d'excellence des produits, services et prestations qu'il propose.

Le Partenaire déclare être conscient des enjeux liés à ce partenariat et du fait que le non-respect de ses engagements peut compromettre des projets stratégiques du Groupe MAIF (au sens de l'article L.233-1 du Code du commerce - « **Groupe MAIF** »).

I- DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de la convention

- ☐ Exposition d'objets, matériels, présentation de services/activité(s) du partenaire
- ☐ Côté droit de la vitrine vue de l'extérieur
- ☐ Côté gauche de la vitrine vu de l'extérieur
- ☒ Subvention d'équipement

Descriptif de la prestation :

Don d'équipements d'inventaires faunistiques (pièges photos)

☐ Animations /ateliers

Descriptif de la prestation :

☐ Conférence (**joindre impérativement en annexe du contrat l'extrait KBIS ou avis SIRENE du confrencier quand la prestation est payante**)

Descriptif de la prestation :

Article 2 : Calendrier

☐ La prestation aura lieu le : _____ *

☐ La prestation aura lieu du * au *

☐ Le cycle de prestations se déroulera selon le calendrier suivant :

Création de passages à petite faune terrestre lors de la Fête de la Nature le 21 mai 2026, suivie de deux autres journées dédiées à ces créations lors du deuxième semestre 2026.

***date(s) à compléter**

Article 3 : Lieu de la prestation

- ☐ Dans les locaux MAIF préciser adresse :
- ☐ Dans les locaux du partenaire
- ☒ Autre lieu :

Montivilliers

Article 4 : Engagements des parties**4.1 Engagements du PARTENAIRE**

- ☐ Mise à disposition des articles, produits et/ou services définis à l'article 1 ainsi que tous éléments spécifiques nécessaires à leur installation et/ou utilisation après accord préalable de MAIF.
- ☐ Organisation de la prestation définie à l'article 1 en respectant les modalités et planning/ horaires déterminés
- ☐ Mise en place d'un lien hypertexte ou QR CODE sur le site ou tout autre support de communication du partenaire permettant d'accéder à la page d'accueil du site MAIF
- ☒ Communication du partenariat sur les réseaux sociaux ou tout autre support à la disposition du partenaire par le biais de la publication des textes et visuels fournis par MAIF (logo) ou validés préalablement à la publication
- ☒ Invitation / interview du partenaire MAIF lors d'événement dédié au dispositif Piqu'en ville
- ☐ Autorisation donnée pour que la prestation, les produits, intervenants ou services soient filmés et/ou photographiés dans le cadre de l'exécution du contrat ou accord pour remettre à MAIF une copie du film et/ou des photographies réalisés par le Partenaire pour les besoins de communication interne et externe du Groupe MAIF.

4.2 Engagements de MAIF (cocher le/les engagements définis)

- ☐ Mise à disposition d'un (ou des) espace(s) permettant la réalisation de la prestation telles que définie à l'article 1. MAIF s'engage à fournir les matériels, mobiliers dont elle dispose habituellement dans le cadre de son activité et accès aux services (Internet, électricité..) nécessaires à la bonne réalisation de la prestation, hors éléments personnels et/ou supports spécifiques qui seront fournis le Partenaire.
- ☐ Mise en place d'affiches contenant un QR Code permettant aux visiteurs de l'espace MAIF d'accéder au site du partenaire

☐ Mise à disposition pour le partenaire du QR Code permettant l'accès au site MAIF

☒ Communication sur le partenariat en le mentionnant, le citant uniquement en interne, sur des salons ou via LinkedIn.

Les parties s'engagent à définir, par ailleurs, par écrit, l'organisation matérielle et les opérations de communication nécessaires à la réalisation de l'évènement, dans les limites des engagements pris dans le cadre de la présente convention.

Article 5 : Contribution financière

☐ Le partenariat a pour objet le recrutement et/ou la fidélisation des clients respectifs de chaque partenaire

☐ **Prestation rémunérée soumise à la TVA**

La contribution financière de MAIF est fixée à la somme de 400€ TTC *

Le partenaire s'engage à apposer sur chacune de ses factures les mentions obligatoires conformément à la réglementation TVA, en distinguant notamment le montant HT, TVA, et TTC de la prestation.

☐ Le montant total TTC de la prestation sera versé à la signature du contrat et le solde à l'issue de la réalisation de la prestation

☐ A l'issue de la réalisation de la prestation, MAIF versera au Partenaire la somme forfaitaire de _____ * euros TTC.

**indiquer le coût de la prestation*

☐ **Prestation rémunérée non soumise à la TVA**

La contribution financière de MAIF est fixée à la somme de _____ *

Le conférencier s'engage à apposer sur chacune de ses factures la mention précisant sur quel fondement la prestation n'est pas soumise à TVA

☐ Une somme équivalente à 30% du montant de la prestation sera versée à la signature du contrat (acompte) et le solde à l'issue de la réalisation de la prestation

☐ A l'issue de la réalisation de la prestation, MAIF versera au Partenaire la somme forfaitaire de _____ * euros .

**indiquer le coût de la prestation*

Modalités de règlement :

La (ou les) somme(s) sera(ont) réglée(s) dans les 45 jours suivant la présentation d'une facture, adressée par mail à l'adresse suivante :

Toute demande de facturation complémentaire, quel que soit la nature des sommes sollicitées, devra faire l'objet d'une demande écrite par le Partenaire et d'un **accord écrit préalable** de MAIF. En cas d'accord préalable donné par MAIF, les frais seront remboursés pour leur montant en TTC sur présentation des justificatifs et dans la limite de ce qui a été validé.

- ☐ Règlement par chèque
- ☐ Règlement par virement selon Relevé d'Identité Bancaire communiqué par le Partenaire.

Article 6 : Durée

Le présent contrat entrera en vigueur à compter de la date de signature de la convention et jusqu'au 31 août 2027.

Toute poursuite de la relation contractuelle au-delà de la durée définie ci-dessus devra faire l'objet d'une nouvelle convention.

Article 7 : Suivi de partenariat

Chacune des Parties désignera un responsable chargé de suivre l'exécution de la Convention. Au jour de la signature de la Convention, les responsables désignés sont :

RESPONSABLE MAIF (nom et mail): Laurent LOR

RESPONSABLE PARTENAIRE (nom et mail):
Estelle BOURCIER

II- CONDITIONS GENERALES

Article 1 - Contrat

Le présent Contrat a pour objet de régir les relations entre les Parties dans le cadre du partenariat entre les parties. Il est composé des documents contractuels suivants qui sont classés par ordre de priorité décroissante :

- les dispositions particulières décrites en I.,
- les présentes dispositions générales et le cas échéant les annexes.

En cas de contradiction entre les dispositions des différents documents contractuels, les dispositions du document de rang supérieur prévaudront. Ces documents expriment l'intégralité des obligations des Parties au titre du Contrat. En conséquence, ils annulent et remplacent que tout accord antérieur relatif à l'objet du Contrat.

Les stipulations du Contrat ont été discutées et négociées par les Parties, librement et de bonne foi. A ce titre, le Contrat constitue, conformément à l'article 1110 alinéa 1 du code civil, un contrat de gré à gré. Si l'une quelconque des dispositions du Contrat s'avérait nulle et sans objet, elle sera réputée non écrite et n'entraînera pas la nullité des autres dispositions du Contrat.

Toute modification d'un document contractuel devra faire l'objet d'un avenant.

Article 2 : Exécution des prestations

Les Parties s'obligent à collaborer loyalement entre elles. Ainsi, MAIF, qui a d'ores et déjà exprimé son besoin auprès du Partenaire, lui met à disposition l'ensemble des éléments utiles à la connaissance de ses activités et à bonne exécution du partenariat. Le Partenaire s'engage à exécuter les prestations avec diligence, en se dotant, sauf accord contraire de MAIF, des moyens matériels et humains nécessaires à leur réalisation.

Le Partenaire reste seul responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des dommages de toute nature qui en résulteraient. Il est soumis à une obligation générale d'information. Ainsi, pendant toute la durée du Contrat, il doit fournir à MAIF toute information permettant de le renseigner, de le conseiller et de le mettre en garde contre toute potentielle décision et, d'une manière générale contre tout événement quel qu'il soit, toutes contraintes et risques éventuels dont il aurait connaissance et qui seraient susceptibles d'avoir un impact, notamment sur la bonne exécution du partenariat ou sur l'image de MAIF.

La présente convention n'engendre aucun lien de subordination et ne confère aucun mandat entre MAIF et le Partenaire.

Le Partenaire s'interdit :

- de réaliser tout acte susceptible de relever de la qualification d'indication d'affaires et notamment s'interdit toute action de prospection ou de présentation de clientèle.
- de réaliser des prestations de vente, de conseil, d'analyse ou d'assistance concernant les produits et services proposés par le Groupe MAIF ou tout autre acte susceptible de relever de la qualification d'intermédiaire en assurances au sens de L 511-1 et R511.1 du Code des Assurances.

Article 3 : Devoir de réserve

Le Partenaire s'interdit toute déclaration ou tout comportement public susceptible de nuire à la réputation de MAIF et s'engage à préserver, par tous les moyens en toutes circonstances, l'image de marque de MAIF.

Article 4 : Confidentialité

Les « **Informations Confidentielles** » s'entendent :

- pour le Partenaire, des informations, données et documents communiqués et traités dans le cadre du Contrat ;
- pour MAIF, du savoir-faire du Partenaire;
- pour l'ensemble des Parties, de tous les documents listés à l'article « Contrat » des présentes dispositions générales, qu'ils aient été transmis dans le cadre des pourparlers, comme de l'exécution du Contrat.

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer leur stricte confidentialité et leur non-divulgateion. A ce titre, elles s'engagent notamment à faire respecter la présente clause à tous les membres de leur personnel et à tous leurs prestataires qui seront amenés à traiter des Informations Confidentielles dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

L'obligation de non-divulgateion ne s'applique pas à la Partie qui parvient à démontrer que les Informations Confidentielles :

- sont divulguées avec l'accord de l'autre Partie ;
- sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation, ou
- sont le résultat de développements entrepris, de bonne foi, de manière indépendante, par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces Informations Confidentielles.

Toutefois, chaque Partie sera en droit de divulguer toute Information Confidentielle à ses commissaires aux comptes, aux autorités administratives ou judiciaires comme à tout autre tiers dès lors que la loi l'exige, sous réserve d'en informer préalablement l'autre Partie. Le Client sera en droit de divulguer les Informations Confidentielles à l'ensemble des entités du Groupe MAIF.

L'engagement de confidentialité demeure en vigueur pendant toute la durée du Contrat et jusqu'à 4 ans après son terme.

Article 5 : Propriété intellectuelle

5.1 *marque et logos*

Chacune des Parties s'engage à respecter l'ensemble des droits de propriété de l'autre Partie sur ses noms, marques, logos, sigles, dessins et s'interdit d'y porter atteinte de quelque manière que ce soit.

Les parties peuvent utiliser et reproduire le nom et le logo de la marque de l'autre Partie dans le cadre strict de l'exécution et de la communication du partenariat.

A ce titre, chacune des Parties mettra à disposition de l'autre une représentation graphique de sa marque.

Aucune des Parties ne sera autorisée à utiliser les marques de l'autre Partie à quelque fin que ce soit, autrement que dans le cadre du respect de ses obligations au titre de cette convention. Toute utilisation autre sera soumise à l'accord préalable et écrit de la Partie titulaire des droits.

La présente Convention ne saurait en aucun cas être interprétée comme conférant à l'une des Parties un quelconque droit de propriété des noms et marques appartenant à l'autre Partie.

5.2 Droits à l'image/droits d'auteur

5.2.1. Droits d'auteur

Dans le cadre de l'événement, objet du Contrat, qu'un enregistrement visuel et/ou sonore soit réalisé ou non, le Partenaire peut être amené à fournir certains éléments (documents, exposé des sujets, réponses aux questions, vidéos, etc.) protégeables au titre du droit d'auteur (ci-après, les « **Eléments** »).

Le Partenaire garantit être l'unique titulaire des droits ou avoir obtenu l'ensemble des autorisations nécessaires à l'exploitation de ces Eléments conformément au présent Contrat.

Ainsi, le Partenaire cède à MAIF le droit de reproduction des Eléments qui comprend notamment :

- Le droit de fixer les Eléments, intégralement et/ou par extraits, par tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour, y compris par numérisation, photocopie, impression, captation, enregistrement visuel et/ou sonore, sur tous supports tels que les supports physiques (exemple, papier), électroniques, magnétiques, numériques (notamment, clé USB, DVD, ordinateur fixe ou mobile), en tous formats ;
- Le droit d'adapter les Eléments en les intégrant ou non à tout autre contenu en lien avec l'évènement et/ou leur thématique, en effectuant des captures d'écran, coupes et/ou remontages de certaines séquences enregistrées ;
- Le droit d'établir ou de faire établir, en tel nombre qu'il plaira à MAIF ou à ses ayants droits, tous originaux, doubles ou copies des Eléments sur tous supports, notamment physiques (exemple, papier), électroniques, magnétiques, numériques ou inconnus à ce jour ;
- Le droit de mettre ou de faire mettre en circulation ces originaux, doubles ou copies, dans les conditions énumérées ci-après.

Le Partenaire cède également à MAIF le droit de représentation qui comprend notamment : le droit de communiquer, un, plusieurs, comme l'ensemble des Eléments, dans leur intégralité ou par extraits, par tous moyens de transmission (tels que digitaux, électroniques, magnétiques) et sous toutes formes de diffusion (telles que distributions, diffusions interactives, linéaires ou par téléchargements temporaires ou définitifs, radiocommunication, webcasting, podcasting), sur tous supports internes (tels que magazines, emails, intranet et réseaux sociaux internes) et externes (tels que magazines, emails, sites Internet, logiciels en mode SaaS, réseaux sociaux, plateformes collaboratives, radio) ainsi que tous supports papier, magnétiques et électroniques, à destination de tout public, à des fins commerciales ou non commerciales, d'information sur l'évènement (exemple, diffusion ou rediffusion pour le public non présent sur le lieu de l'évènement), de promotion de cet évènement et/ou de la marque, des produits, services MAIF ou actions auxquelles MAIF participe.

La présente cession est consentie à titre non-exclusif, pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits d'auteur, sans autres contreparties que celles définies, le cas échéant, par la présente convention.

5.2.2. Droits de la personnalité

Dans le cas où le Partenaire fournirait des Eléments contenant des informations sur les attributs de la personnalité d'une personne (visage, voix, nom, prénom, profession, etc.) ou dans le cas où l'évènement feraient l'objet d'un enregistrement visuel (photographies, vidéos, etc.) et/ou sonore

et/ou de prises de notes, le Partenaire garantit avoir obtenu l'ensemble des autorisations nécessaires à leur exploitation conformément aux stipulations du présent Contrat.

A ce titre, le Partenaire autorise MAIF et tous tiers au choix de cette dernière à reproduire (captation, enregistrement, etc.) et à représenter tout ou partie des attributs de la personnalité des personnes concernées (y compris des attributs de la personnalité du Partenaire dans le cas où ce dernier serait une personne physique), isolément et/ou accompagnés de tout contenu en lien avec l'évènement et/ou leur thématique, sur tous supports et pour toutes finalités listés en 5.2.1.

Cette autorisation est consentie à titre gratuit, pour le monde entier et pendant la durée mentionnée en 5.2.1.

5.2.3. Garanties

Le Partenaire s'engage à relever et garantir MAIF contre tous recours et/ou réclamations que des tiers pourraient éventuellement exercer à son encontre concernant l'utilisation des Eléments et des attributs de la personnalité des personnes conformément au présent Contrat.

Article 6 : Absence d'exclusivité

Il est entendu par les Parties que le présent Contrat n'implique aucune obligation d'exclusivité d'une Partie à l'égard de l'autre.

Chaque partie reste libre de conclure tout autre Contrat avec tout tiers de son choix.

Le Partenaire ne pourra prétendre à aucuns dommages et intérêts en raison de conventions conclues par MAIF avec d'autres partenaires, que ce soit antérieurement, au cours ou postérieurement à la signature du présent Contrat.

Article 7 : Garanties

Le Partenaire garantit le respect, par ses soins, des dispositions contractuelles ou à valeur contractuelle. En cas de manquement à l'une de ses obligations, le Partenaire pourra être exonéré de sa responsabilité uniquement après avoir rapporté la preuve que l'échec provenait d'une cause qui lui était étrangère et qu'il n'était en son pouvoir ni de prévoir ni d'éviter.

En outre, il garantit le respect, par ses soins, de la législation et de la réglementation en vigueur relative à son activité. A ce titre, il s'engage à relever et garantir MAIF contre toute demande et action qui pourraient être intentées à son encontre par un tiers qui s'estimerait lésé, à quelque titre que ce soit, par le non-respect d'une disposition normative par le Partenaire. Le Partenaire supportera l'intégralité des dommages et intérêts, indemnités transactionnelles, dépens, honoraires d'avocats ainsi que tout autre frais porté à la charge de MAIF à cet effet.

Article 8 : Résiliation

- En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution, par l'une ou l'autre des Parties, d'une obligation relevant du Contrat, celui-ci sera résilié de plein droit, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée ou mal exécutée, par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire, sept (7) jours ouvrés

après la réception par le débiteur de l'obligation d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet et ce, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

- Tout manquement du Fournisseur aux stipulations exprimées aux articles 13 à 15 des présentes dispositions générales, dès lors qu'il serait préjudiciable aux intérêts financiers, à l'image, à la réputation du Groupe MAIF ou à la raison d'être MAIF, pourra conduire MAIF, à résilier le Contrat, le cas échéant sans délai, et ce, sans préjudice des dommages-intérêts que ce dernier sera en droit de réclamer.

Toute lettre recommandée sera réputée reçue et produira effet dès sa première présentation

Article 9 : Effets de la cessation du Contrat

Les droits et obligations des Parties, telles que la confidentialité, la cession des droits de propriété intellectuelle, la protection des données personnelles, qui devront survivre à la cessation, quelle qu'en soit la cause, du Contrat, continueront à produire leurs effets jusqu'à leur terme.

Dans le cas où des matériels et autres produits appartenant au Partenaire ou confiés par ce dernier, seraient entreposés dans les locaux MAIF, le Partenaire s'engage à procéder à leur retrait dans un délai maximum de 48 heures à compter de la résiliation ou du terme du contrat de partenariat.

Au-delà de ce délai, MAIF se réserve le droit de procéder à leur stockage dans l'endroit de son choix aux frais exclusifs du Partenaire et ce sans préjudice des frais de procédure, dépens et tous autres sommes qui pourraient être réclamés dans le cadre d'une action judiciaire exercée ou subie par MAIF.

Article 10 : Assurance

Le Partenaire déclare avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France, destinée à couvrir tous les risques pouvant survenir lors de l'exécution des Prestations, et notamment les dommages qui sont occasionnés à MAIF, à des entités de son Groupe ou à des tiers ainsi qu'aux biens lui appartenant ou qui lui ont été confiés par des tiers et utilisés pour les besoins du présent partenariat. Le Partenaire s'engage à communiquer à la MAIF une attestation de ladite assurance, à première demande, et à effectuer le paiement des primes correspondantes, au moins pendant toute la durée d'exécution du Contrat.

Maif s'engage à assurer les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir dans le cadre de la présente convention.

Article 11 : Protection des Données à Caractère Personnel

Le Fournisseur n'aura pas accès à des Données à Caractère Personnel traitées par la MAIF ou pour son compte dans le cadre du Contrat, hormis des données (identité, fonctions, moyens de communication) afférentes aux personnes impliquées dans la négociation et l'exécution du Contrat à des fins d'opérations administratives, financières et/ou techniques qu'il traitera uniquement pendant la durée du présent accord augmentée de deux ans.

Chacune des Parties demeurera responsable des traitements de Données à Caractère Personnel la concernant et déclare, à ce titre, être en conformité avec la réglementation informatique et libertés et notamment, avec le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Article 12 : Respect des prescriptions particulières en matière de droit du travail

Le Partenaire déclare sur l'honneur respecter les prescriptions légales et réglementaires en matière de travail dissimulé disposées à l'article L.8221-3 du Code du travail.

Le partenaire s'engage ainsi à transmettre à la MAIF, lors de la conclusion du présent Contrat, les documents listés aux articles L. 8221-3 et D.8222-5 du Code du travail, ici rappelés :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale ou Numéro d'affiliation à l'Agessa ou à la Maison des artistes ;
2. Un des justificatifs d'immatriculation suivants :
 - Un numéro de SIRET ;
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ;
 - Une attestation URSSAF de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions des candidats à une commande au moins égale à 3 000 euros (article L.243-15 du Code de la sécurité sociale) ;

- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

A défaut de remise de ces documents, la MAIF pourra mettre fin au Contrat de plein droit sans formalités judiciaires et sans délai de préavis.

Article 13 : Responsabilité Sociale de l'Entreprise (« RSE »)

MAIF souhaite anticiper et limiter les impacts environnementaux et applique, à ce titre, les principes de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE).

MAIF attend de son partenaire qu'il s'inscrive dans la même démarche.

Article 14 : Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

MAIF attache une importance toute particulière à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

En conséquence, MAIF attend de ses fournisseurs, prestataires de services, partenaires, clients et intermédiaires qu'ils respectent leurs engagements et obligations au regard des lois et réglementation fiscales, françaises et internationales le cas échéant, applicables à leurs activités.

Dans ce cadre, le Partenaire s'engage à ne se livrer à aucune activité, pratique ou conduite qui constituerait une infraction en vertu des lois et réglementations fiscales applicables.

Le Partenaire s'engage à fournir toute assistance nécessaire à MAIF pour répondre à la demande d'une autorité.

Article 15 : Lutte contre la corruption

MAIF attache une importance toute particulière à la lutte contre la fraude et la corruption.

En conséquence, MAIF attend de ses fournisseurs, prestataires de services, partenaires, clients et intermédiaires qu'ils respectent leurs engagements et obligations au regard des lois, de la réglementation et des normes conventionnelles, françaises et internationales, relatives à la lutte contre la corruption.

A ce titre, le Partenaire s'engage à ne se livrer à aucune activité, pratique ou conduite qui constituerait une violation des textes précités (pots de vin, conflits d'intérêts, etc. avec un dirigeant, administrateur, salarié, etc.).

Le Partenaire s'engage à fournir toute assistance nécessaire à MAIF pour répondre à la demande d'une autorité.

Article 16 : Force majeure

Si au cours de l'exécution du Contrat, une Partie ne peut accomplir ses obligations ou est retardée dans leur exécution pour des raisons tenant à un événement de force majeure tel que défini par l'article

1218 du Code civil ainsi que par la jurisprudence, ladite Partie le notifiera à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception dans les huit (8) jours de sa survenance. Cette autre Partie ne sera pas en droit de formuler de réclamation à ce titre ou de demander l'allocation de dommages et intérêts. L'exécution du Contrat sera reprise après la cessation de l'événement. Dans le cas où l'événement de force majeure durerait plus de 2 (deux) mois, le Contrat pourra être résilié de plein droit à la diligence de l'une des Parties.

Article 17 : Intégralité

La convention de partenariat contient l'intégralité des obligations de chacune des Parties.

Aucune indication, aucun document ne pourra engendrer des obligations non comprises dans la convention, s'il n'a pas fait l'objet d'un avenant à la Convention dûment régularisé et signé par les parties signataires de la Convention de partenariat initiale.

Les annexes et avenants ultérieurs éventuels font partie intégrante de la Convention de partenariat et sont soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 18 : Intuitu personae

Le présent Contrat est conclu intuitu personae, en considération de la personne morale du Partenaire et de ses compétences. En conséquence, sauf accord préalable et écrit du Client, le Partenaire ne saurait (i) céder, de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie, les droits et/ou obligations résultant du présent Contrat ou (ii) sous-traiter tout ou partie des Prestations.

Article 19 : Indépendance

Les Parties déclarent agir en tant que Parties indépendantes. Le présent Contrat ne saurait, en aucun cas, être considéré comme un acte constitutif d'une personne morale ou d'une entité juridique quelconque.

Article 20 : Tolérance

Les Parties conviennent réciproquement que le fait, pour l'une des Parties, de tolérer une situation, n'a pas pour effet d'accorder à l'autre Partie des droits acquis.

Une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

Article 21 : Droit applicable – Tribunaux compétents

La Convention est soumise dans son intégralité à la loi française. Pour toutes contestations relatives à l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable. A défaut de solution amiable trouvée par les parties dans les 15 jours suivant la notification du litige, les Parties soumettront leur différend aux tribunaux compétents.

FAIT à :

| | |
|--------------------|----------------------|
| Le : | |
| | |
| MAIF | Le Partenaire |
| Nom : | Nom : Jérôme DUBOST |
| <i>Signature :</i> | <i>Signature :</i> |

En deux exemplaires originaux

Envoyé en préfecture le 15/06/2026

Reçu en préfecture le 15/06/2026

Publié le 15/06/2026

webdelib

ID : 076-217604479-20260608-M_DL260608_093B-DE